

Les Écoles paysannes au Bénin : une approche participative de la diffusion des messages relatifs à la protection intégrée du cotonnier

Patrick Prudent¹
Symphorien Loko²
Maurice Vaissayre¹

¹ Centre de coopération internationale
en recherche agronomique
pour le développement (Cirad),
Département Cultures annuelles (CA),
Avenue Agropolis,
TA 72/09
34398
Montpellier cedex 5

² Institut national de recherche agricole
du Bénin (Inrab),
Centre de recherches coton et fibres,
01 BP 715
Cotonou
Bénin

Mots clés : coton ; Bénin ;
formation agricole ; protection intégrée ;
approches participatives ;
diffusion de l'information.

Thèmes : production végétales ;
formation.

Pendant trois ans, en partenariat avec la recherche cotonnière de l'Institut national de la recherche agronomique du Bénin (Inrab), et avec le soutien de la Fondation Aventis, puis de Bayer CropScience, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) a développé au Bénin une approche participative de la protection phytosanitaire du cotonnier, en reprenant une méthode développée par la FAO auprès des riziculteurs, celle des *Farmers Field Schools*, ou FFS, que nous traduirons ici par « Écoles paysannes ».

Avec la privatisation et l'éclatement de la filière, les statistiques relatives à la production cotonnière au Bénin ont perdu de leur fiabilité, mais l'intérêt des paysans pour cette culture ne semble pas s'être démenti. On estime que le nombre d'exploitations agricoles cultivant du coton est compris aujourd'hui entre 300 000 et 400 000, avec un rendement moyen par hectare légèrement supérieur à la tonne de coton-graine. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les pays côtiers de la région (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo et Bénin) sont les plus touchés par le complexe parasitaire du cotonnier, dont l'incidence atteint 40 % du potentiel de production en l'absence de toute protection chimique¹.

La recherche agricole ne trouve plus ses relais habituels auprès des agriculteurs du fait de la disparition des services d'appui financés par l'agroindustrie ; les organisations paysannes ont en effet des difficultés à prendre à leur compte la diffusion de

messages techniques, tels que l'identification des ravageurs et de leurs dégâts, le respect de la faune auxiliaire, la définition de seuils d'intervention.

Une première enquête a été réalisée dans un certain nombre d'exploitations agricoles de la sous-préfecture de Savalou, province du Zou. Au cours de la campagne cotonnière 2000-2001, des sessions d'observations (*figure 1*) ont été mises en place dans des parcelles paysannes, et conduites selon les principes des FFS : cultiver une plante saine, observer les populations d'insectes, faire la part de l'action des auxiliaires.

Au cours des sessions de restitution qui ont suivi les observations dans la parcelle, les paysans ont tout d'abord restitué par le dessin certains éléments de la phénologie du cotonnier, des dégâts ou des ravageurs observés, ainsi que des insectes au statut parfois indéterminé. Des discussions sont nées autour des observations faites, et le groupe a souvent discuté de l'opportunité d'interventions insecticides, qu'elles soient ou non prévues selon les fiches techniques fournies par les services d'appui traditionnels.

Les résultats de l'enquête réalisée permettent d'identifier quelques difficultés de compréhension des messages techniques parvenus aux agriculteurs (*figure 2*) :

– la perception positive des pesticides utilisés en culture cotonnière, qui peut amener une extension de leur usage à des fins imprévues entraînant des risques sanitaires importants (traitement de semences vivrières, parfois consommées si elles restent inutilisées en tant que semences) ;

– la difficile relation entre l'image ou le dessin technique que fournissent les ser-

Tirés à part : M. Vaissayre

¹ Réunion phytosanitaire Coraf, Lomé (Togo) 22-25 février 2000.



Figure 1. Phase d'observation.

Figure 1. Phase of observation.



Figure 2. Phase de restitution.

Figure 2. Phase of restitution.

vices de vulgarisation et l'insecte observé sur le cotonnier, liée le plus souvent à un problème d'échelle ;
 – l'attribution généralisée d'un statut de ravageur à tout insecte présent dans la culture.

Au terme de la série de sessions d'autoformation au champ, un certain nombre d'autres points peuvent être relevés :
 – il existe de réelles difficultés à identifier les différentes composantes de l'entomofaune du cotonnier, et en particulier à faire la part de la faune utile ;

– la relation entre dégâts et présence du ravageur responsable n'est pas toujours évidente, soit du fait de la petite taille de l'arthropode (acariens par exemple), soit en raison du décalage temporel entre la colonisation de la parcelle par un ravageur et la manifestation de ses dégâts ;
 – les dégâts les plus spectaculaires biaisent bien évidemment la prise de décision : l'effet sur la production étant plus ou moins bien apprécié (à l'exemple des chenilles phyllophages – dont les dégâts sont spectaculaires, mais plus ou moins importants selon la phase de la culture – et des chenilles mineuses des fruits, difficiles à observer mais déterminantes dans le bilan économique de la culture) ;
 – les décisions de traiter ou de ne pas traiter la parcelle prises par les agriculteurs au vu des populations d'insectes peuvent être en contradiction avec les directives techniques normatives diffusées par les services de vulgarisation. La disponibilité du matériel ou des produits de traitement spécifiques au problème parasitaire observé peut donc ne pas être assurée. À ce niveau, l'objectif de renforcement des capacités affiché par la FAO est parfaitement atteint par le groupe de paysans.

Au travers de ce projet, l'approche participative est apparue comme un outil de formation tout à fait pertinent dans la perspective d'une « prise de pouvoir » par les paysans en ce qui concerne la gestion de l'entomofaune dans leur système de culture. Au-delà de la seule mise en place d'une lutte chimique raisonnée, l'École paysanne permet de révéler et de hiérarchiser les problèmes rencontrés par les paysans dans la conduite de la culture. À cet égard, elle s'est montrée riche d'enseignements utiles aux chercheurs comme aux responsables de la diffusion des messages techniques, en mettant en lumière : i) des lacunes dans ces messages ; et ii) un certain nombre de contraintes paysannes qui, si elles n'étaient pas prises en compte, entraîneraient *a priori* un rejet de l'innovation. ■